

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

NEWSLETTER
DE LA CSSF

N°130

Novembre 2011



RESSOURCES HUMAINES

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté 3 nouveaux agents. Ces agents ont été affectés aux services suivants :

Surveillance des PSF spécialisés

Annick HEINTZ

Surveillance des banques

Timo LITZENBERGER

Livia MORETTI

La CSSF compte 407 agents, dont 210 hommes et 197 femmes au 8 novembre 2011.

ACTUALITE

Le 21 octobre 2011, l'autorité européenne des marchés financiers, l'ESMA, a publié son second rapport annuel d'activités sur l'enforcement des normes internationales d'information financière (IFRS) mené par les autorités nationales compétentes en Europe (enforcers européens) en 2010. Ce rapport, disponible sur le site Internet de l'ESMA, propose une vue d'ensemble des contrôles effectués sur la conformité avec les normes IFRS de l'information financière publiée par les sociétés cotées dans l'espace économique européen au cours de l'exercice 2010. Il se fonde sur les travaux menés par le groupe EECS (European Enforcers Co-ordination Sessions) composé des représentants des différents enforcers européens et placé sous la supervision du Corporate Reporting Standing Committee de l'ESMA. L'objectif principal de ce groupe est de coordonner les activités d'enforcement des différents Etats membres européens, afin d'améliorer la convergence en vue de renforcer la confiance des investisseurs.

Régulièrement, l'ESMA publie également des décisions d'enforcement prises par les différents enforcers européens afin de contribuer à une plus grande transparence de l'application des normes IFRS pour les différents acteurs des marchés. Ces décisions, considérées comme les plus représentatives, sont extraites de la base de données du groupe EECS.

SANCTIONS

SICAR

Conformément à l'article 17 de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque, la CSSF a infligé 39 amendes d'ordre aux dirigeants de 12 sociétés d'investissement en capital à risque (SICAR) en raison du non dépôt ou du dépôt tardif des rapports annuels audités et lettres de recommandations pour l'exercice 2010.

Profession de l'audit

Suite à un recours gracieux et après paiement de toutes les taxes et amendes dues à la CSSF, la CSSF a reconsidéré sa position sur base des explications reçues et a retiré ses décisions à l'encontre de Monsieur Kurt LALLEMAND et d'iaab S.à r.l. publiées le 4 août 2011 au Mémorial B – n° 74.

La présente a été publiée au Mémorial B – n° 92 du 2 novembre 2011.

Entreprises d'investissement

Conformément à l'article 63 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, la CSSF a infligé une amende d'ordre au dirigeant d'une entreprise d'investissement pour violation des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Obligations de transparence

En vertu de l'article 25(1) de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence sur les émetteurs de valeurs mobilières (la « Loi Transparence »), la CSSF a prononcé, en date du 14 novembre 2011, une amende administrative à l'encontre de l'émetteur d'actions luxembourgeois Aardvark Investments S.A., enregistré auprès de la CSSF sous le numéro d'émetteur E-0002.

La CSSF a constaté que l'émetteur en question n'a pas donné suite aux injonctions de la CSSF qui lui ont été adressées pour le non-respect de ses obligations en matière d'informations périodiques prévues par les articles 3, 4 et 5 de la Loi Transparence. En effet, Aardvark Investments S.A. n'a plus publié de rapport financier depuis le rapport financier semestriel au 31 mars 2009 et a ainsi violé plusieurs dispositions de la Loi Transparence.

La CSSF rend publique cette sanction conformément à l'article 25(2) de la Loi Transparence.

REGLEMENTATION NATIONALE

PROSPECTUS DES OPC : INFORMATIONS ADDITIONNELLES POUR LES INVESTISSEURS A INSERER DANS LES PROSPECTUS D'OPC (OPCVM ET OPC DE LA PARTIE II DE LA LOI DU 17 DECEMBRE 2010 CONCERNANT LES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF)

L'article 151(1) de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif dispose que « Le prospectus doit contenir les renseignements qui sont nécessaires pour que les investisseurs puissent juger en pleine connaissance de cause l'investissement qui leur est proposé, et notamment les risques inhérents à celui-ci. » Dans ce contexte, la CSSF demande dès à présent l'inclusion dans les prospectus des OPC d'un paragraphe se rapportant à l'exercice des droits d'un investisseur à l'égard de l'OPC.

Ce paragraphe est à insérer avec effet immédiat dans les prospectus des OPC créés à partir de ce jour. Pour tous les OPC existants à cette date le paragraphe est à introduire au moment de la prochaine mise à jour du prospectus et au plus tard pour le 30.06.2012.

Le texte du paragraphe, rédigé en langues française, anglaise et allemande, qui est à adapter en fonction du statut juridique de l'OPC, est repris ci-après.

« [La société d'investissement /le FCP/l'OPC(VM)/la société de gestion] attire l'attention des investisseurs sur le fait que tout investisseur ne pourra pleinement exercer ses droits d'investisseur de façon directe à l'encontre de l'OPC(VM) [notamment le droit de participer aux assemblées générales des actionnaires - pour les OPC(VM) constitués sous forme de société d'investissement] que dans le cas où l'investisseur figure lui-même et en son nom dans le registre des actionnaires [pour les OPC(VM) constitués sous forme de société d'investissement] / dans le registre des porteurs de parts [pour les OPC(VM) constitués sous forme de FCP] de l'OPC(VM). Dans les cas où un investisseur investit dans l'OPC(VM) par le biais d'un intermédiaire investissant dans l'OPC(VM) en son nom mais pour le compte de l'investisseur, certains droits attachés à la qualité d'actionnaire [pour les OPC(VM) constitués sous forme de société d'investissement] ou de porteur de parts [pour les OPC(VM) constitués sous forme de FCP] ne pourront pas nécessairement être exercés par l'investisseur directement vis-à-vis de l'OPC(VM). Il est recommandé à l'investisseur de se renseigner sur ses droits. »

« The [investment company, FCP, UCI(TS)/management company] draws the investors' attention to the fact that any investor will only be able to fully exercise his investor rights directly against the UCI(TS), [notably the right to participate in general shareholders' meetings - for UCI(TS) incorporated in form of an investment company] if the investor is registered himself and in his own name in the shareholders' register [for UCI(TS) incorporated in form of an investment company] / in the unitholders' register [for UCI(TS) incorporated in form of an FCP] of the UCI(TS). In cases where an investor invests in the UCI(TS) through an intermediary investing into the UCI(TS) in his own name but on behalf of the investor, it may not always be possible for the investor to exercise certain shareholder rights [for UCI(TS) incorporated in form of an investment company] or unitholder rights [for UCI(TS) incorporated in form of an FCP] directly against the UCI(TS). Investors are advised to take advice on their rights. »

« Die/Der [Investmentgesellschaft, FCP, OGA(W), Verwaltungsgesellschaft] weist die Investoren auf die Tatsache hin, dass jeglicher Investor seine Investorenrechte in ihrer Gesamtheit unmittelbar gegen den OGA(W) nur dann geltend machen kann [insbesondere das Recht an Aktionärsversammlungen teilzunehmen – für OGA(W) die in Form einer Investmentgesellschaft aufgelegt sind], wenn der Investor selber und mit seinem eigenen Namen in dem Aktionärsregister [für OGA(W) die in Form einer Investmentgesellschaft aufgelegt sind] oder in dem Anteilhaberregister [für OGA(W) die in Form eines FCP aufgelegt sind] des OGA(W) eingeschrieben ist. In den Fällen, wo ein Investor über eine Zwischenstelle in einen OGA(W) investiert hat, welche die Investition in seinem Namen aber im Auftrag des Investors unternimmt, können nicht unbedingt alle Investorenrechte unmittelbar durch den Investor gegen den OGA(W) geltend gemacht werden. Investoren wird geraten, sich über Ihre Rechte zu informieren. »

Circulaire CSSF 11/520

Cette circulaire a pour objet d'énoncer les circulaires qui précisent les modalités d'application des paragraphes (1) et (2) de l'article 24-7 de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement qui portent sur les exigences en matière d'administration centrale et d'infrastructure que les établissements de monnaie électronique doivent respecter.

Circulaire CSSF 11/521

Cette circulaire a pour objet de compléter la circulaire CSSF 01/27 relative aux règles pratiques concernant la mission des réviseurs d'entreprises agréés en y incluant le contrôle des obligations professionnelles à respecter en matière de règles de conduite, suite à l'introduction de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement.

Circulaire CSSF 11/522

Cette circulaire définit les modalités du reporting périodique applicable au secteur des établissements de monnaie électronique visés à l'article 1er, point 17) de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement.

Circulaire CSSF 11/523

Cette circulaire s'adresse aux établissements de paiement originaires d'un autre Etat membre qui entendent fournir des services de paiement au Luxembourg, par voie de succursales ou par l'intermédiaire d'agents et précise les obligations à respecter par ces succursales ou agents en matière de révision externe.

Circulaire CSSF 11/524

Cette circulaire précise les obligations à respecter en matière de révision externe par les succursales par voie desquelles les établissements de monnaie électronique originaires d'un autre Etat membre entendent exercer l'activité d'émission de monnaie électronique au Luxembourg, par les succursales et agents par voie desquels les établissements de monnaie électronique originaires d'un autre Etat membre entendent fournir des services de paiement au Luxembourg ainsi que par les personnes physiques et morales par voie desquelles les établissements de monnaie électronique originaires d'un autre Etat membre entendent distribuer ou rembourser de la monnaie électronique au Luxembourg.

Circulaire CSSF 11/525

Par la circulaire CSSF 11/525 du 4 novembre 2011, la CSSF attire l'attention des professionnels du secteur financier sur une nouvelle déclaration du Groupe d'Action Financière (GAFI) concernant certaines juridictions qui disposent d'un régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme qui présente des déficiences substantielles et stratégiques. Par ailleurs, la CSSF informe également que la liste des juridictions dont les progrès en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme sont jugés insuffisants par le GAFI, de même que la liste des juridictions qui présentent un régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme actuellement déclaré insatisfaisant par le GAFI, ont été mises à jour.

AVERTISSEMENT

Avertissement concernant les activités d'une entité dénommée CulverHouse Capital

La CSSF avertit le public des activités d'une entité dénommée CulverHouse Capital qui prétend être établie à l'adresse L-1248 Luxembourg, rue de Bouillon (site Internet : www.culverhousecapital.com).

Selon les informations dont dispose la CSSF, cette entité propose aux personnes contactées des services d'investissement et de conseil en investissement.

La CSSF informe le public que CulverHouse Capital ne dispose pas de l'agrément nécessaire à la prestation de services financiers au ou à partir du Luxembourg.

COMMUNIQUES DE PRESSE

■ ARM ASSET BACKED SECURITIES S.A.

Communiqué de presse 11/42 du 11 novembre 2011 (uniquement en anglais)

The Commission de Surveillance du Secteur Financier (“**CSSF**”) informs that on 10 November 2011, at its request, the Luxembourg district court, sitting in commercial matters

- decided that the protective measures listed in article 28 of the Luxembourg law of 22 March 2004 on securitisation¹, are applicable to the Luxembourg société anonyme ARM Asset Backed Securities S.A., with registered office at 11-13, bd. Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,
- decided that the request of the CSSF to be replaced as supervisory commissioner (*commissaire de surveillance*) is well-founded,
- appointed ERNST & YOUNG, with registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, represented by Mr. Jean-Michel Pacaud, as supervisory commissioner (*commissaire de surveillance*) of the société anonyme ARM Asset Backed Securities S.A.,
- decided that the supervisory commissioner must be informed of any measures, even of a protective nature, to be taken by ARM Asset Backed Securities S.A.,
- decided that the written authorisation of the supervisory commissioner is required for all actions or measures other than protective actions or measures and for the performance of all contracts including the proposed transaction between ARM Asset Backed Securities S.A. and Insetco plc,
- decided that the supervisory commissioner may submit for consideration to the relevant corporate bodies of ARM Asset Backed Securities S.A. any proposals which he considers appropriate and that the supervisory commissioner may attend the meetings and discussions of the management, executive or supervisory bodies of the undertaking,
- decided that the expenses and fees of the supervisory commissioner shall be advanced by ARM Asset Backed Securities S.A. and that the court shall arbitrate these fees and expenses,
- decided that the expenses of this judgment are to be borne by ARM Asset Management S.A.,
- decided that this judgment shall be enforceable immediately notwithstanding any appeal and without posting of a bond.

¹ **Art. 28.** The decision of the CSSF withdrawing the name of a securitisation undertaking from the list provided for in Article 21 shall by operation of law, as from the notification thereof to such undertaking, and until the decision has become final, entail for such undertaking suspension of any payment by said undertaking and prohibition for such undertaking, under penalty of voidance, to take any measures other than protective measures, except with the authorisation of the supervisory commissioner.

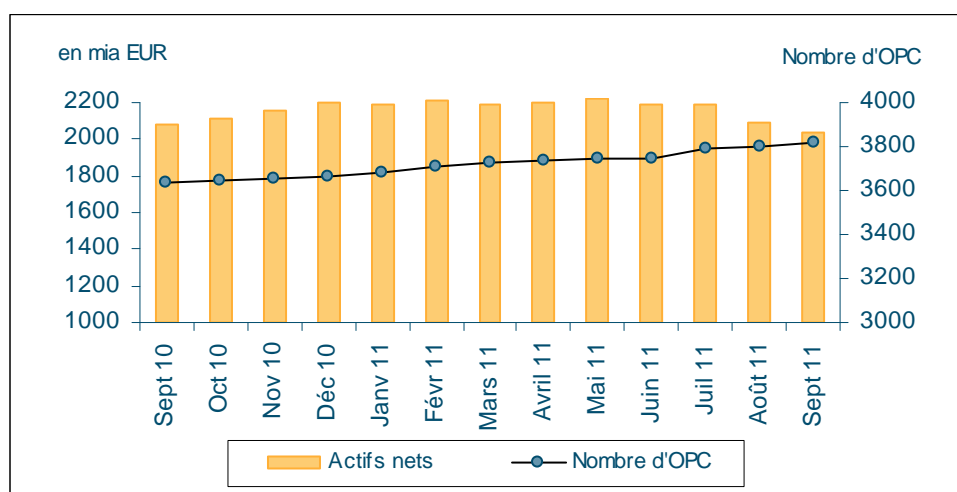
■ SITUATION GLOBALE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS DE SEPTEMBRE 2011

Communiqué de presse 11/41 du 7 novembre 2011

I. Situation globale

Au 30 septembre 2011, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 2.032,077 milliards contre EUR 2.085,941 milliards au 31 août 2011, soit une diminution de 2,58% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en diminution de 2,48%.

En somme, l'industrie des OPC luxembourgeois a enregistré au mois de septembre une variation négative se chiffrant à EUR 53,864 milliards. Cette diminution résulte d'un impact défavorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 42,521 milliards (-2,04%) et d'émissions nettes négatives à concurrence d'EUR 11,343 milliards (-0,54%).



Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) et des fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.816 par rapport à 3.799 le mois précédent. 2.419 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 11.915 compartiments. En y ajoutant les 1.397 entités à structure classique, au total 13.312 entités sont actives sur la place financière.

Concernant l'investissement net en capital et l'impact des marchés financiers sur les OPC luxembourgeois, les faits suivants sont à relever pour le mois de septembre.

Au mois de septembre tous les marchés d'actions ont enregistré des pertes, ceci étant dû, d'une part, à la persistance de la crise de la dette souveraine dans la zone Euro et, d'autre part, à une revue à la baisse des indicateurs conjoncturels. En conséquence presque toutes les catégories d'OPC luxembourgeois à actions ont subi au mois de septembre des baisses de cours. Seule exception à ce mouvement fût la catégorie d'OPC à actions japonaises, qui dû à l'appréciation de la monnaie japonaise par rapport à l'euro de plus de 6% a enregistré des gains de cours.

En ce qui concerne l'investissement net en capital, à l'exception de la catégorie des OPC investissant en actions japonaises, toutes les catégories d'OPC à actions ont enregistré des rachats nets.

Evolution des OPC à actions au mois de septembre 2011*

	Variation de marché	Emissions nettes
Actions marché global	-5,16%	-0,71%
Actions européennes	-4,66%	-2,59%
Actions américaines	-2,14%	-2,59%
Actions japonaises	3,10%	0,64%
Actions Europe de l'Est	-11,82%	-2,12%
Actions Asie	-8,09%	-1,20%
Actions Amérique latine	-11,31%	-2,79%
Actions autres	-7,37%	-1,91%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

Sur les marchés des obligations étatiques européennes, les écarts de rendement entre pays ont continué à se creuser au mois de septembre. Suite à la persistance des tensions suscitées par la crise de la dette publique et des perspectives plus pessimistes de conjoncture, les investisseurs se sont repliés sur les obligations d'Etat des pays à plus haute notation servant de valeur refuge. Parallèlement pour les pays les moins solides de la zone euro, on a pu noter à nouveau une augmentation des primes de risque.

Sur le marché des obligations d'Etat américaines, la Fed a annoncé une opération visant à renforcer les rachats d'obligations à long terme pour faire baisser les rendements et stimuler de cette façon l'investissement.

Sur les marchés des obligations des entreprises ainsi que sur les marchés des obligations de pays émergents, l'incertitude des investisseurs face aux risques conjoncturels a abouti à un relèvement des primes de risque.

En conséquence les OPC à obligation libellées en EUR ont subi une légère baisse de leurs cours alors que les OPC à obligations libellées en USD ont affiché des hausses de cours, ceci étant dû à une appréciation de l'USD par rapport à l'EUR de plus de 7%.

En somme, les catégories d'OPC à obligations ont réalisé des émissions nettes négatives au mois de septembre, la plus grande variation étant à mettre sur le compte de la catégorie des obligations High Yield qui fut la plus touchée par l'aversion croissante aux risques des investisseurs. Les OPC monétaires pour leur part ont enregistré un investissement net en capital.

Evolution des OPC à revenu fixe au mois de septembre 2011*

	Variation de marché	Emissions nettes
Marché monétaire en EUR	0,00%	1,61%
Marché monétaire en USD	6,89%	1,80%
Marché monétaire marché global	-0,01%	1,66%
Obligations libellées en EUR	-0,04%	-1,03%
Obligations libellées en USD	3,08%	1,55%
Obligations marché global	-1,22%	-0,38%
Obligations High Yield	-0,53%	-3,75%
Autres	-1,95%	-1,72%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois à valeurs mobilières diversifiées et des fonds de fonds au mois de septembre est illustrée dans le tableau suivant:

OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois de septembre 2011*

	Variation de marché	Emissions nettes
OPC diversifiés	-2,16%	-0,02%
Fonds de Fonds	-1,32%	-0,56%

* Variation en % des Actifs Nets par rapport au mois précédent

II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC selon les parties I et II de la loi de 2002 et 2010 respectivement et les FIS

	OPC PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2007	1 653	1 646,341 €	643	295,939 €	572	117,115 €	2 868	2 059,395 €
31/01/2008	1 662	1 539,494 €	653	293,197 €	617	118,450 €	2 932	1 951,141 €
29/02/2008	1 680	1 543,385 €	654	296,900 €	638	122,560 €	2 972	1 962,845 €
31/03/2008	1 700	1 480,352 €	663	292,614 €	649	122,479 €	3 012	1 895,445 €
30/04/2008	1 733	1 541,312 €	675	296,483 €	675	126,281 €	3 083	1 964,076 €
31/05/2008	1 736	1 566,198 €	678	303,800 €	691	126,961 €	3 105	1 996,959 €
30/06/2008	1 755	1 480,895 €	682	292,539 €	716	128,658 €	3 153	1 902,092 €
31/07/2008	1 784	1 471,973 €	688	292,279 €	748	132,105 €	3 220	1 896,357 €
31/08/2008	1 817	1 487,918 €	695	293,025 €	772	137,050 €	3 284	1 917,993 €
30/09/2008	1 827	1 375,104 €	699	285,360 €	796	136,232 €	3 322	1 796,696 €
31/10/2008	1 845	1 243,344 €	701	270,891 €	805	132,793 €	3 351	1 647,028 €
30/11/2008	1 840	1 206,535 €	709	265,744 €	815	131,958 €	3 364	1 604,237 €
31/12/2008	1 826	1 169,389 €	708	259,809 €	837	130,455 €	3 371	1 559,653 €
31/01/2009	1 837	1 183,116 €	710	252,878 €	851	135,540 €	3 398	1 571,534 €
28/02/2009	1 838	1 149,100 €	709	246,367 €	855	134,824 €	3 402	1 530,291 €
31/03/2009	1 840	1 154,891 €	698	240,229 €	858	131,443 €	3 396	1 526,563 €
30/04/2009	1 847	1 213,147 €	697	240,906 €	871	138,879 €	3 415	1 592,932 €
31/05/2009	1 849	1 243,508 €	693	235,626 €	883	140,135 €	3 425	1 619,269 €
30/06/2009	1 846	1 255,762 €	691	232,770 €	898	142,724 €	3 435	1 631,256 €
31/07/2009	1 848	1 327,841 €	684	234,610 €	906	143,579 €	3 438	1 706,030 €
31/08/2009	1 851	1 360,316 €	678	232,282 €	920	146,819 €	3 449	1 739,417 €
30/09/2009	1 849	1 394,016 €	670	229,669 €	938	150,149 €	3 457	1 773,834 €
31/10/2009	1 844	1 399,816 €	664	227,254 €	946	150,458 €	3 454	1 777,528 €
30/11/2009	1 858	1 415,274 €	651	221,603 €	964	152,033 €	3 473	1 788,910 €
31/12/2009	1 843	1 465,743 €	649	221,203 €	971	154,047 €	3 463	1 840,993 €
31/01/2010	1 842	1 477,013 €	649	220,250 €	989	163,425 €	3 480	1 860,688 €
28/02/2010	1 843	1 511,384 €	646	221,532 €	1 009	165,018 €	3 498	1 897,934 €
31/03/2010	1 847	1 584,238 €	643	226,268 €	1 026	170,032 €	3 516	1 980,538 €
30/04/2010	1 842	1 611,938 €	640	227,551 €	1 039	173,398 €	3 521	2 012,887 €
31/05/2010	1 846	1 589,202 €	637	225,773 €	1 059	177,438 €	3 542	1 992,413 €
30/06/2010	1 843	1 600,977 €	636	224,773 €	1 071	184,887 €	3 550	2 010,637 €
31/07/2010	1 849	1 610,800 €	638	222,244 €	1 095	186,179 €	3 582	2 019,223 €
31/08/2010	1 855	1 653,112 €	637	223,081 €	1 122	192,797 €	3 614	2 068,990 €
30/09/2010	1 858	1 667,806 €	631	220,834 €	1 144	195,100 €	3 633	2 083,740 €
31/10/2010	1 854	1 688,755 €	630	219,558 €	1 161	199,262 €	3 645	2 107,575 €
30/11/2010	1 851	1 733,602 €	629	219,956 €	1 176	207,314 €	3 656	2 160,872 €
31/12/2010	1 846	1 762,666 €	629	222,178 €	1 192	214,150 €	3 667	2 198,994 €
31/01/2011	1 847	1 748,015 €	626	220,255 €	1 211	215,757 €	3 684	2 184,027 €
28/02/2011	1 857	1 770,049 €	620	220,032 €	1 228	218,117 €	3 705	2 208,198 €
31/03/2011	1 858	1 755,924 €	622	216,151 €	1 244	218,821 €	3 724	2 190,896 €
30/04/2011	1 858	1 759,531 €	624	213,823 €	1 254	222,054 €	3 736	2 195,408 €
31/05/2011	1 864	1 782,367 €	619	211,981 €	1 266	224,860 €	3 749	2 219,208 €
30/06/2011	1 864	1 750,292 €	616	210,172 €	1 269	224,535 €	3 749	2 184,999 €
31/07/2011	1 861	1 752,281 €	629	210,582 €	1 305	226,802 €	3 795	2 189,665 €
31/08/2011	1 860	1 652,805 €	627	204,518 €	1 312	228,618 €	3 799	2 085,941 €
30/09/2011	1 858	1 600,158 €	618	201,939 €	1 340	229,980 €	3 816	2 032,077 €

■ LIFEMARK S.A.

Communiqué de presse 11/40 du 2 novembre 2011 (uniquement en anglais)

The CSSF informs that on 27 October 2011, at its request, the 1st vice-president of the Luxembourg district court, sitting in commercial matters, appointed, in accordance with article 25(2) of the Luxembourg securitisation law of 22 March 2004, KPMG LUX S.à r.l., represented by Mr. Zia Hossen, as provisional administrator (*administrateur provisoire*) of the société anonyme LIFEMARK S.A., with registered office at 46A, avenue John F. Kennedy, Luxembourg, for a new period of three (3) months from the delivery of this order, with an unchanged mandate and unchanged most extensive management powers (please refer to our press release of 15 February 2010). The decision explicitly confirms that this new mandate replaces and brings about the expiry of the previous mandate given by the court order of 10 May 2011 (please refer to our press release of 13 May 2011). The court has also confirmed that the measure of 27 October 2011 in itself is not to be considered as an insolvency procedure such as bankruptcy, controlled management, a procedure of suspension of payments or judicial liquidation.

The CSSF and the UK Regulator, the Financial Services Authority (FSA), are continuously working together in close cooperation in this matter.

■ DECISION DE RECAPITALISER LES BANQUES EUROPEENNES

Communiqué de presse 11/39 du 27 octobre 2011

Lors du sommet européen hier à Bruxelles il a été décidé de recapitaliser les banques européennes d'ici juin 2012. L'accord en question, dont l'objectif est de rétablir la confiance des investisseurs dans le secteur bancaire européen, comporte deux volets :

1. Mise en place d'un coussin de fonds propres temporaire, proportionné aux expositions des banques à la dette souveraine européenne. Cette mesure vise à assurer que les banques détiennent des fonds propres suffisants face aux moins-values qui résultent d'une valorisation des expositions à la dette souveraine européenne aux prix de marché actuels, ces prix ayant fortement baissé pour des pays européens qui connaissent une situation difficile en matière de dette publique.
2. Exigence d'un ratio de solvabilité Core Tier 1 (CT1) de 9% au moins. Cette norme, qui est à respecter en termes de fonds propres CT1 qui comprennent uniquement les éléments de fonds propres de la plus haute qualité (capital souscrit, réserves, résultats reportés et résultats courants non destinés à la distribution, à l'exclusion d'instruments hybrides), est jugée adéquate pour assurer que le secteur bancaire dispose d'assises financières suffisantes pour faire face à des risques potentiels au-delà des risques liés à l'exposition sur la dette publique européenne.

Sur base d'évaluations préliminaires, qui seront confirmées par l'EBA en novembre 2011, la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, seule banque Luxembourgeoise incluse directement dans l'échantillon de l'EBA, satisfait d'ores et déjà à la norme CT1 de 9% et ne nécessitera en conséquence aucun capital additionnel.

Pour des informations plus détaillées veuillez consulter le communiqué de presse de la European Banking Authority (EBA) :

<http://www.eba.europa.eu/News--Communications/Year/2011/The-EBA-details-the-EU-measures-to-restore-confidence.aspx>

■ SUSPENSION DES ACTIONS DEXIA

Communiqué de presse 11/38 du 27 octobre 2011

La Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) a été informée de la part de l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA), l'autorité compétente belge, de la suspension des actions DEXIA (BE0003796134) (et dérivés) de la négociation sur Euronext Bruxelles à partir du 27 octobre 2011 à 9h00, dans l'attente de la publication d'un communiqué de presse. La CSSF a ainsi exigé, conformément à l'article 9 (3) de la loi du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, la suspension dudit instrument financier de la négociation sur le marché réglementé de la Bourse de Luxembourg jusqu'à ce que le marché ait été dûment informé.

■ ARM ASSET BACKED SECURITIES S.A.

CSSF STATEMENT ON ARM ASSET BACKED SECURITIES S.A. ("ARM") AND ARM'S LETTER OF 25 OCTOBER 2011 SENT TO INVESTORS (THE "INVESTOR LETTER") ON THE PROPOSED TRANSACTION BETWEEN ARM AND INSETCO PLC (THE "INSETCO DEAL")

Communiqué de presse 11/37 du 26 octobre 2011 (uniquement en anglais)

The present statement follows on from the ARM FAQ document published by CSSF press release 11/31 of 23 September 2011 and is to be read in conjunction with question 10.2 of that document which stated that the CSSF was liaising daily with ARM to ensure that ARM's intended consultation of investors regarding the Insetco deal was based on complete, not misleading and factually correct information.

Since numerous bondholders have made requests to obtain more detailed information on the Insetco deal and in view of the fact that it now appears unrealistic that ARM and the CSSF will find a common ground on the precise contents of the Investor Letter, the CSSF informed ARM on 21 October 2011 that it does not object to ARM sending out, under its own responsibility, the Investor Letter in the format ARM deems appropriate.

The CSSF however wants to stress that it has not given its approval to the contents of the Investor Letter. The Investor Letter aims not only at informing the investors about the current situation in respect of the Insetco deal, but its main purpose is to ask existing ARM bondholders and pending investors, together "the Investors", to give their view on whether they would like the Insetco deal to go ahead or not. This is why the CSSF has taken the view vis-à-vis ARM that the contents of the Investor Letter should be as comprehensive and balanced as reasonably possible.

However, in light of the final version of the Investor Letter prepared by ARM, the CSSF considers that Investors currently are not in a position to make an informed decision on the proposed Insetco deal on the basis of available information.

The CSSF holds the view that Investors would only be in a position to make an informed choice on the merits of the Insetco deal once several important issues will have been clarified, among which the two following essential points:

- Clarification as to the ownership and treatment of the pending investors' monies. According to information received by the CSSF, it is possible that these monies beneficially belong to certain or all of the pending investors. If that were so, ARM would, if it were to transfer these monies to Insetco, dispose over monies which do not beneficially belong to it. The Investor Letter as released by ARM suggests that these monies would only be transferred in proportion to the accepting pending investors. However, the CSSF cannot read this into the copy of the Insetco sale and purchase agreement which has been made available to it. This agreement (unless it would have been varied in the meantime) seems to clearly provide that all the monies are to be transferred to Insetco, notwithstanding the decision (positive or negative) of individual pending investors. The uncertainty surrounding the treatment of these monies might have an impact on the validity or effectiveness of the Insetco deal. It cannot be excluded in this context that the question of the ownership of the pending investors' monies will have to be determined by the competent courts in the UK and/or Luxembourg;
- Clarification of the economic model/mathematical formulae explaining the link between the market value of assets transferred to Insetco (supposed to be 80 mio US\$) and the nominal value of bonds to be issued by Insetco (equivalent to 226 mio US\$) as well as the apparent proportionality between the amount of cash transferred and such amount of bonds to be issued by Insetco.

While the Investor letter invites Investors to express an opinion on the Insetco deal based on currently available information, the CSSF encourages Investors to request and collect all relevant information in order to be able to form an independent view on the merits of the Insetco deal and to seek independent professional advice in case they intend to respond to the poll.

The CSSF further holds the view that, in order to allow Investors and their professional advisers to form an independent view on the merits of the Insetco deal, it would be appropriate for ARM to disclose the full content of the Insetco sale and purchase agreement.

On a final note, the CSSF wants to stress that it never ordered an information blackout or a prohibition of communication on the Insetco deal. To the contrary, the CSSF encouraged ARM on several occasions to communicate with Investors on the Insetco deal for information purposes. It is however true that the CSSF did request ARM to refrain from polling Investors on their opinion about that deal, while ARM and the CSSF were trying to reach an agreement on a balanced content of the Investor Letter.

Please find below links to former CSSF press-releases relating to ARM:

29 August 2011: www.cssf.lu/fileadmin/files/Publications/Communiqués/Communiqués_2011/CP_1128.pdf

23 September 2011: www.cssf.lu/fileadmin/files/Publications/Communiqués/Communiqués_2011/CP_1131.pdf

26 October 2011: www.cssf.lu/fileadmin/files/Publications/Communiqués/CP_1136_ARM_Addendum1.pdf

■ ARM ASSET BACKED SECURITIES S.A. (“ARM”)

FREQUENTLY ASKED QUESTIONS – ADDENDUM 1 TO PRESS-RELEASE 11/31

Communiqué de presse 11/36 du 26 octobre 2011 (uniquement en anglais)

1. What is the nature of ARM’s challenge?

On 29 September 2011, ARM formally requested the Commission de Surveillance du Secteur financier (“CSSF”) to revise its decision whereby it had refused to grant a licence to ARM as a regulated securities undertaking under the Luxembourg law of 22 March 2004 on securitisation (the “Decision”). The request was submitted under form of an application with the CSSF to review its Decision, a so-called “*recours gracieux*”. This application by itself does not trigger a review before the Luxembourg courts at this stage. It is an invitation addressed to the CSSF to review its own Decision. It has as an effect to suspend the period within which a judicial appeal must normally be brought before the Luxembourg courts to challenge the Decision (which is one month). The CSSF may respond at any time to this application, but if it does not do so within 3 months after the filing of the application, a new one-month appeal period will start to run automatically.

During this period, the CSSF remains *commissaire de surveillance* (“Supervisory Commissioner”) and the regime of suspension of payments by ARM and prohibition for ARM, under penalty of voidance, to take any measures other than protective measures unless otherwise authorized by the CSSF remain in place.

2. What happens if the CSSF changes its Decision?

If the CSSF, following the *recours gracieux*, were to change its Decision so as to accept that ARM be admitted to the list of licensed securitisation undertakings under the Luxembourg law of 22 March 2004 on securitisation, the suspension of payments would be lifted and the CSSF would no longer take on the role of Supervisory Commissioner.

3. What happens if the CSSF upholds its Decision?

If the CSSF, following the *recours gracieux*, were to uphold its Decision (either expressly or implicitly by not responding to the application), ARM would be given a period of one (1) month to formally appeal to the Luxembourg administrative courts for a formal judicial review of the Decision (*recours administratif*). A Luxembourg court would then have to decide on whether to reverse the Decision or to uphold it. Depending on the outcome, the CSSF or ARM could thereafter appeal against the court’s ruling at first instance.

4. Will ARM now be liquidated and what are the timelines?

ARM is currently not in liquidation and no liquidator has been appointed.

A liquidator will only be appointed by a Luxembourg court if one of the following situations occurs:

- ARM withdraws its *recours gracieux* before the CSSF expressly takes a position in respect of the *recours gracieux*. In this case, the Decision would have become final and a liquidator could be appointed within a matter of weeks;

- the CSSF, following the *recours gracieux* decides to uphold its Decision (or does not respond to the *recours gracieux*) and ARM decides not to lodge a formal appeal with the Luxembourg courts for a formal judicial review of the Decision (*recours administratif*). In this scenario the process would most likely be rather speedy and one could anticipate that ARM would enter into liquidation within weeks after the expiry of the one-month appeal period; or
- the CSSF upholds its Decision and ARM lodges a formal judicial appeal (*recours administratif*) and the Luxembourg administrative courts eventually uphold the CSSF's Decision following a *recours administratif* lodged by ARM. This process is likely to take several years.

5. What is the current situation?

ARM submitted a *recours gracieux* with the CSSF, requesting the CSSF to review its Decision on 29 September 2011. From that date, the CSSF has a maximum period of three months to undertake such review and to decide whether to uphold or change its Decision. If the CSSF does not take an explicit decision either way within this three-month period, this will in essence have the same effect as if the CSSF had rejected the *recours gracieux*.

If the CSSF upholds its Decision or does not respond, ARM has one month (starting with the notification that its application has been rejected or, as the case may be, with the expiry of the three-month period) to lodge a *recours administratif* with the Luxembourg courts:

Once the Luxembourg courts have ruled on the matter in the first instance, either party could then appeal to a higher (and last instance) court. The overall process could take several years.

In the meantime ARM would remain in a situation of suspension of payments and be supervised by a Supervisory Commissioner.

Please find below links to former CSSF press-releases relating to ARM:

29 August 2011: www.cssf.lu/fileadmin/files/Publications/Communiqués/Communiqués_2011/CP_1128.pdf

23 September 2011: www.cssf.lu/fileadmin/files/Publications/Communiqués/Communiqués_2011/CP_1131.pdf

■ COMPTES DE PROFITS ET PERTES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU 30 SEPTEMBRE 2011: DIMINUTION DE 18% DU RÉSULTAT NET

Communiqué de presse 11/35 du 25 octobre 2011

Sur base de chiffres provisoires, la CSSF évalue le résultat net du secteur bancaire luxembourgeois à 2.647 millions d'EUR au 30 septembre 2011. Par rapport à la même période de l'exercice 2010, le résultat net diminue ainsi de 17,8%.

Les incertitudes liées au développement des finances publiques en Europe n'ont à ce jour pas eu d'effet négatif sur les résultats bruts des banques luxembourgeoises comme en témoigne la hausse des revenus d'intérêts et de commissions.

Ainsi le **produit bancaire** s'apprécie de 5,6% en comparaison annuelle.

S'agissant des **frais généraux**, la hausse de 2,9% s'explique largement par les coûts d'intégration et de restructuration qui accompagnent diverses acquisitions et cessions d'activités entre professionnels de la place.

Pour le troisième trimestre 2011, l'évolution du produit bancaire et des frais généraux aboutit à un **résultat avant provisions** qui augmente de 8% en comparaison annuelle.

Toutefois, en raison des corrections de valeur sur la dette hellénique que les banques luxembourgeoises ont constituées au 30 septembre 2011, le **résultat net** du secteur bancaire luxembourgeois **enregistre une baisse de 17,8%** sur un an.

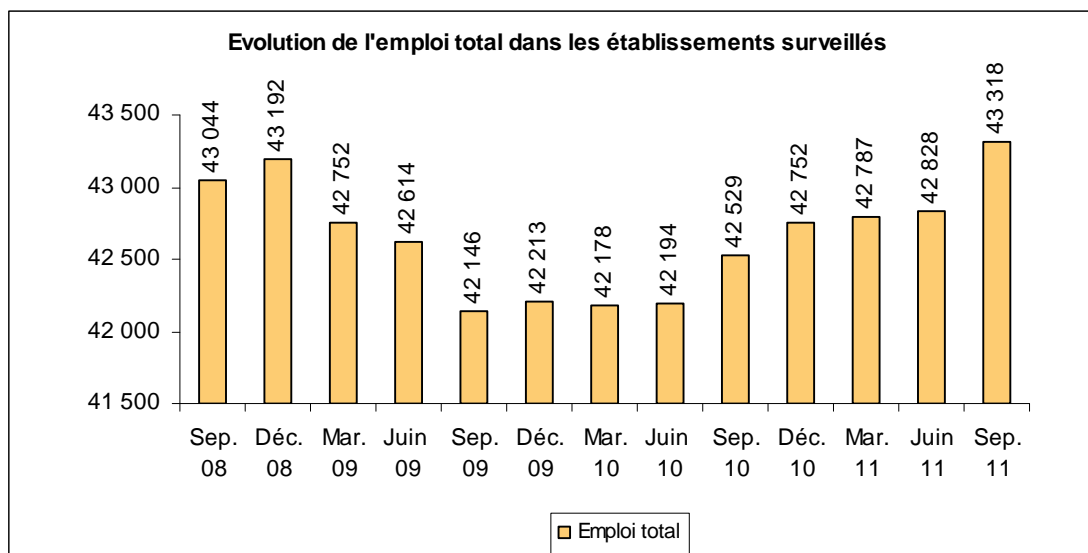
Compte de profits et pertes au 30 septembre 2011

Postes en millions d'EUR	Septembre 2010	Septembre 2011	%
Marge d'intérêts ¹	4.285	4.419	+3,1%
Revenus de commissions	2.641	2.928	+10,9%
Autres revenus nets	471	464	-1,4%
Produit bancaire	7.397	7.812	+5,6%
Frais de personnel	1.907	1.918	+0,6%
Autres frais généraux	1.537	1.626	+5,8%
Frais généraux	3.443	3.544	+2,9%
Résultat avant provisions	3.954	4.268	+8,0%
Résultat net	3.219	2.647	-17,8%

¹ Y compris dividendes perçus sur les filiales

STATISTIQUES

■ EVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL DANS LES ETABLISSEMENTS SURVEILLES

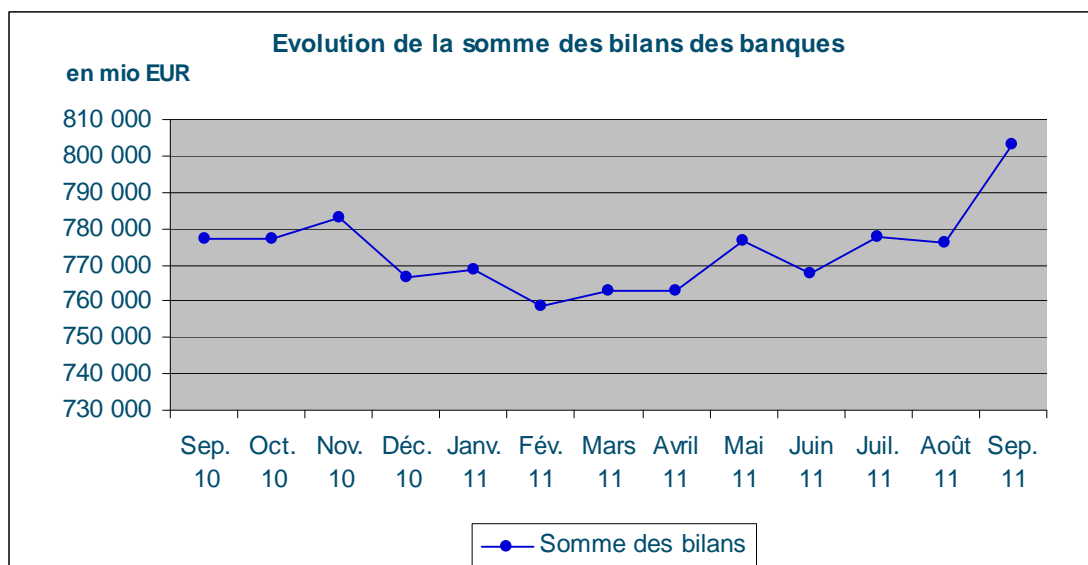


La hausse apparente de l'emploi total résulte essentiellement de deux éléments :

- La reprise du PSF spécialisé FASTNET par la banque Caceis : Ce changement a entraîné une baisse de l'effectif au niveau des PSF spécialisés de 551 unités et une hausse corrélative au niveau des banques.
- Une hausse importante au niveau des PSF de support qui s'explique notamment par la correction d'une erreur survenue au niveau du reporting au mois de juin 2011. Concernant l'emploi des PSF de support, il est important de relever que la création d'un nouveau PSF de support n'entraîne généralement pas de création de nouveaux emplois du fait qu'il s'agit pour la plupart du temps de sociétés existantes procédant uniquement à un changement de statut.

■ BANQUES

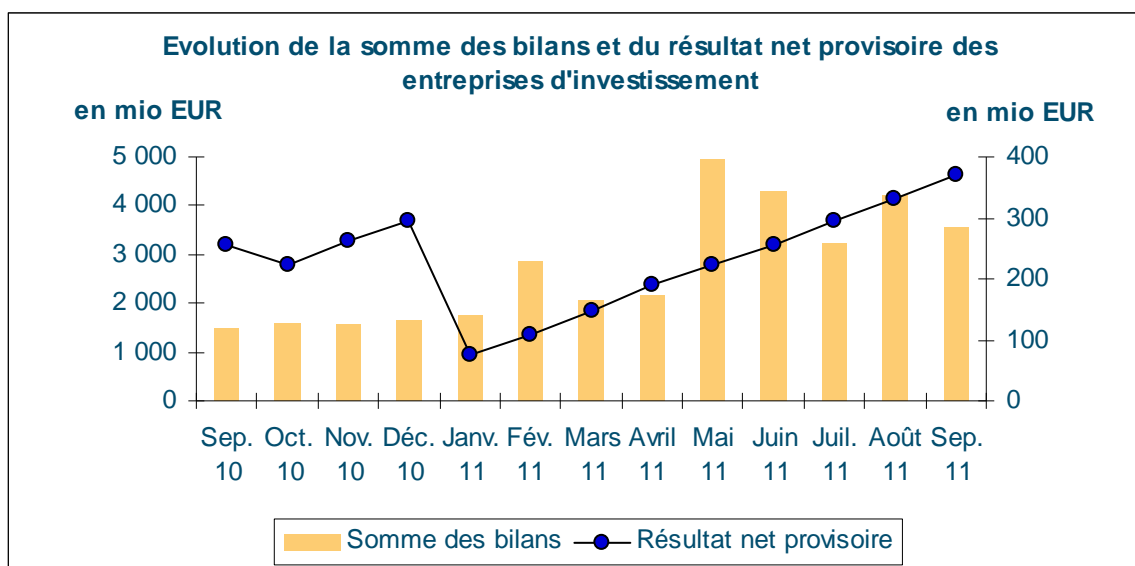
Somme des bilans des banques au 30 septembre 2011 en hausse



La somme des bilans augmente de 3,53 % sur un mois. En glissement annuel, la hausse atteint 3,36 %.

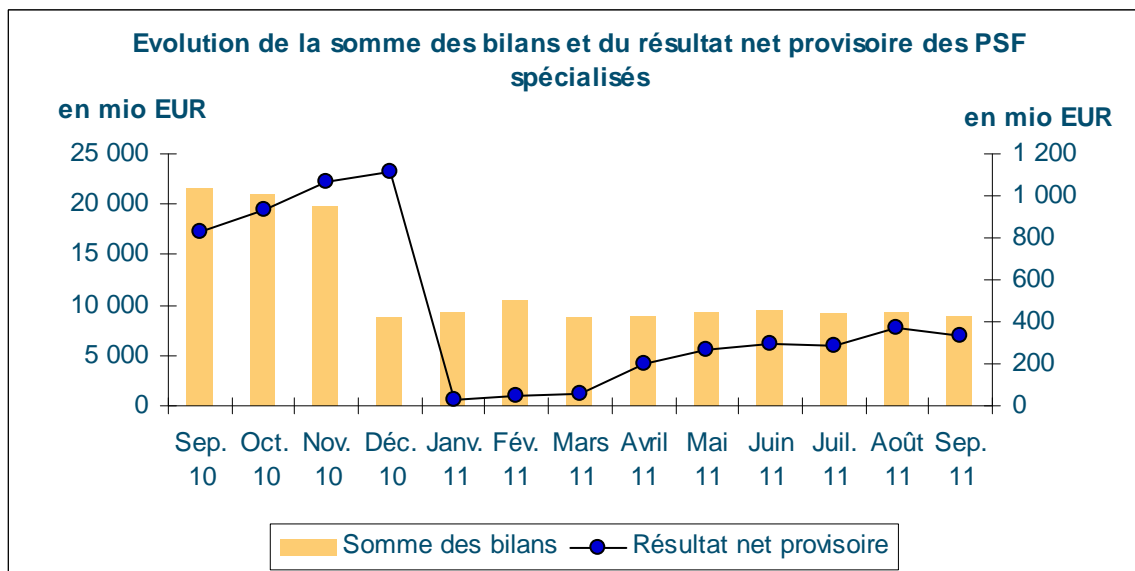
■ ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT

Somme des bilans des entreprises d'investissement au 30 septembre 2011 en baisse



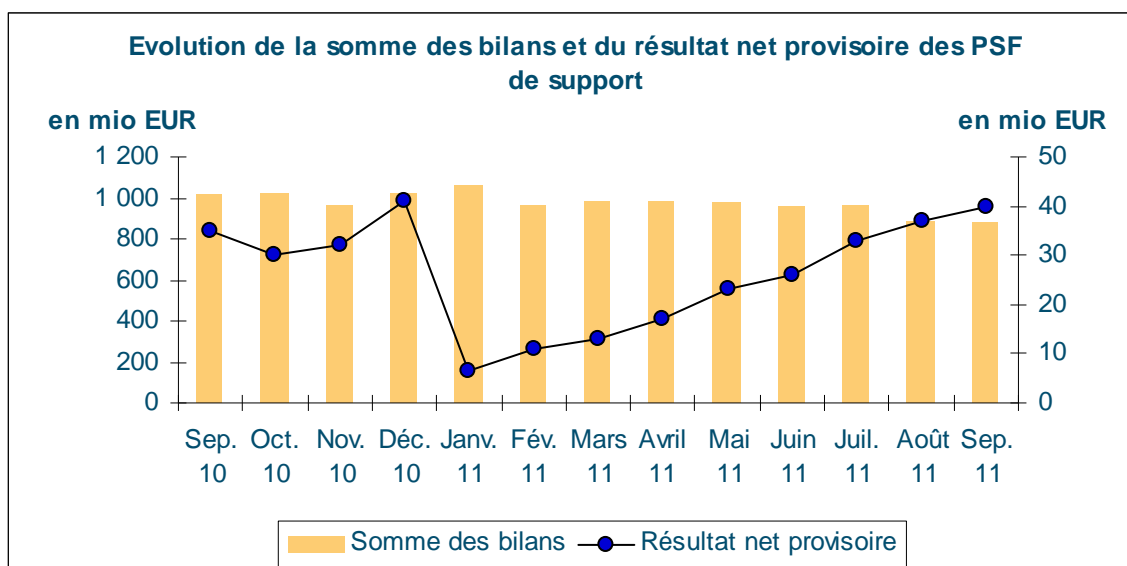
■ PSF SPECIALISES

Somme des bilans des PSF spécialisés au 30 septembre 2011 en baisse



■ PSF DE SUPPORT

Somme des bilans des PSF de support au 30 septembre 2011 en baisse



■ FONDS DE PENSION, SICAR ET ORGANISMES DE TITRISATION AGREES

Au 9 novembre 2011, 15 fonds de pension sous forme de société d'épargne pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) sont inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

A la même date, 14 professionnels sont agréés pour exercer l'activité de gestionnaire de passif pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la SICAR suivante a été inscrite sur la liste officielle des SICAR régies par la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR) :

- FIVE ARROWS SECONDARY OPPORTUNITIES III FEEDER S.C.A. SICAR, 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg

Les SICAR suivantes ont été retirées de la liste officielle :

- TINTORETTO SICAR S.A., 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg

- PANGEA I, SCA, SICAR, 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg

Au 9 novembre 2011 le nombre des SICAR inscrites sur la liste officielle s'élève à 270 unités.

Le nombre des organismes de titrisation agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élève à 27 unités au 9 novembre 2011.

■ SUPERVISION PUBLIQUE DE LA PROFESSION DE L'AUDIT

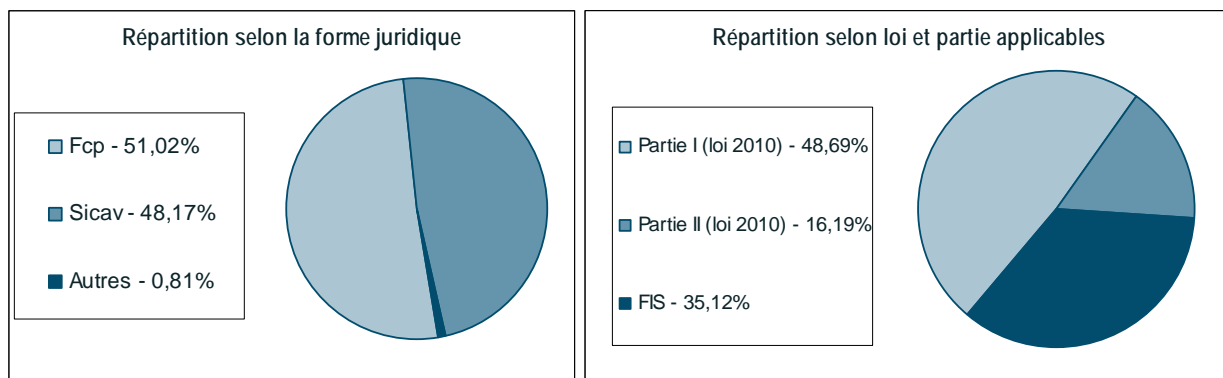
La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 31 octobre 2011, 71 cabinets de révision agréés et 233 réviseurs d'entreprises agréés. S'y ajoutent 54 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers dûment enregistrés en application de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.

STATISTIQUES OPC

Statistiques trimestrielles sur l'industrie des organismes de placement collectif Situation au 30 septembre 2011

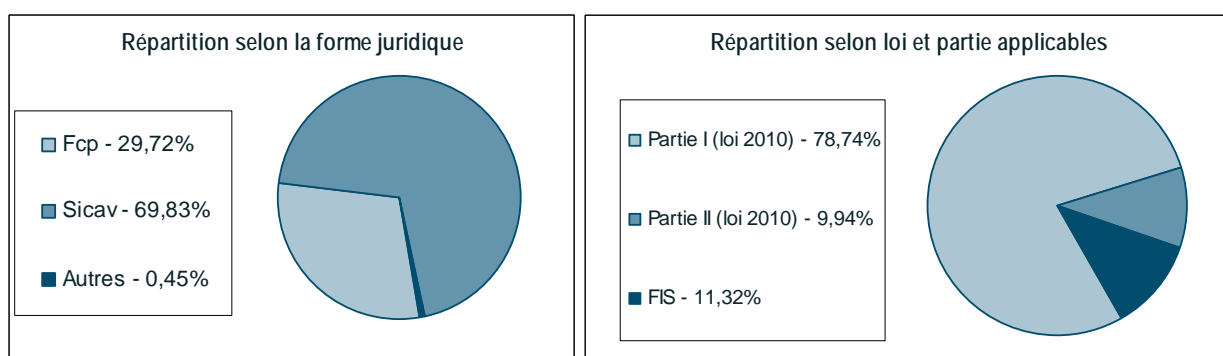
En plus des statistiques mensuelles, la lettre d'information reprend tous les trois mois des informations plus détaillées sur le secteur des fonds d'investissement, notamment en ce qui concerne l'origine des promoteurs et la politique d'investissement des OPC.

■ NOMBRE D'OPC



Loi, partie \ forme juridique	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 2010)	1 139	719	0	1 858
Partie II (loi 2010)	295	317	6	618
FIS	513	802	25	1 340
TOTAL	1 947	1 838	31	3 816

■ ACTIFS NETS DES OPC

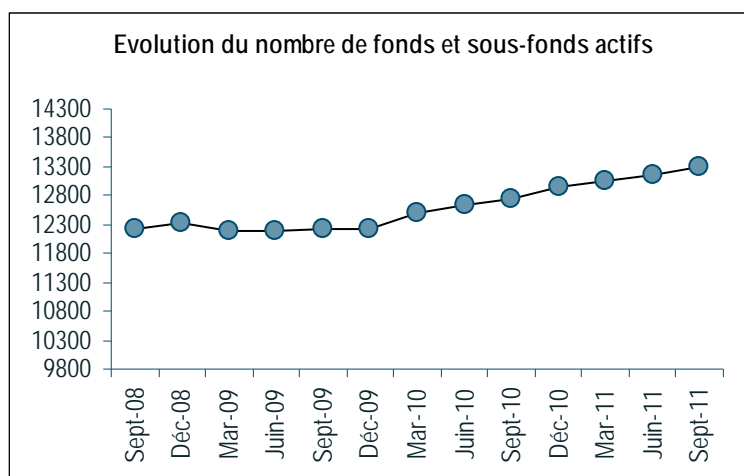


Loi, partie \ forme juridique (en mia EUR)	FCP	SICAV	Autres	Total
Partie I (loi 2010)	425,999	1 174,159	0,000	1 600,158
Partie II (loi 2010)	78,798	122,218	0,923	201,939
FIS	99,111	122,568	8,301	229,980
TOTAL	603,908	1 418,945	9,224	2 032,077

■ ORIGINE DES PROMOTEURS DES OPC LUXEMBOURGEOIS

	Actifs nets (en mia EUR)	En %
Etats-Unis	463,803	22,8%
Allemagne	347,861	17,1%
Suisse	315,285	15,5%
Grande-Bretagne	254,490	12,5%
Italie	166,991	8,2%
France	153,569	7,6%
Belgique	109,696	5,4%
Pays-Bas	41,517	2,1%
Luxembourg	40,076	2,0%
Suède	34,489	1,7%
Autres	104,300	5,1%
TOTAL	2 032,077	100%

■ EVOLUTION DU NOMBRE D'UNITES



■ POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DES OPC LUXEMBOURGEOIS

	Actifs nets (en mia EUR)
VM à revenu fixe (*)	892,112
VM à revenu variable (**)	546,021
VM diversifiées (***)	383,100
Fund of funds (****)	145,033
Liquidités	8,562
Immobilier	23,473
Futures, options, warrants	20,575
Divers (*****)	13,201
TOTAL	2 032,077

(*) dont 274,907 milliards d'euros en instruments du marché monétaire et autres titres à court terme

(**) dont 6,047 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,191 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(***) dont 2,949 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,462 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

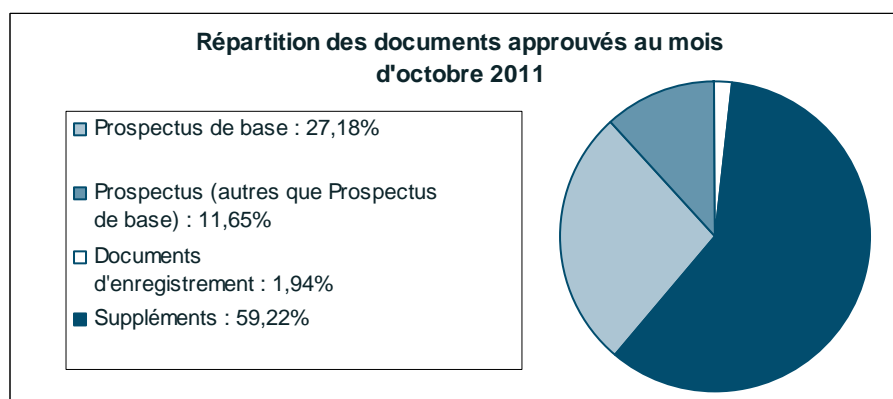
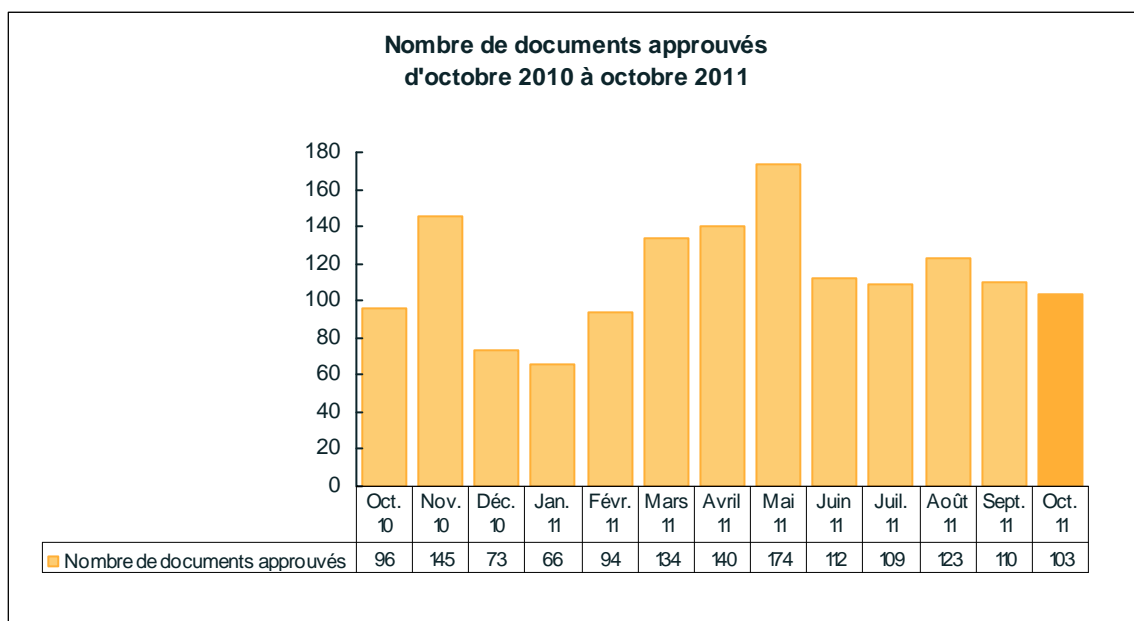
(****) dont 0,352 milliards d'euros en valeurs mobilières non cotées et 0,007 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

(*****) dont 0,106 milliards d'euros en capitaux à risque élevé

■ PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHE REGLEMENTE (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)

1. ACTIVITE D'APPROBATION

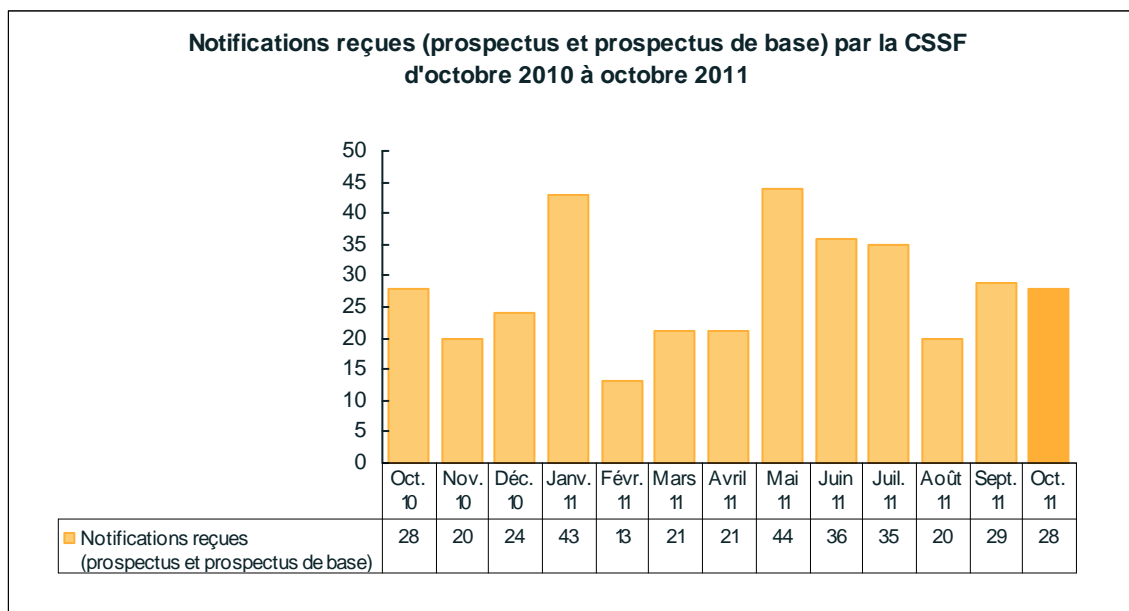
Pour le mois d'octobre 2011, un total de 103 documents a été approuvé par la CSSF dont 12 prospectus, 28 prospectus de base, 2 documents d'enregistrement et 61 suppléments.



2. ACTIVITE DE NOTIFICATION

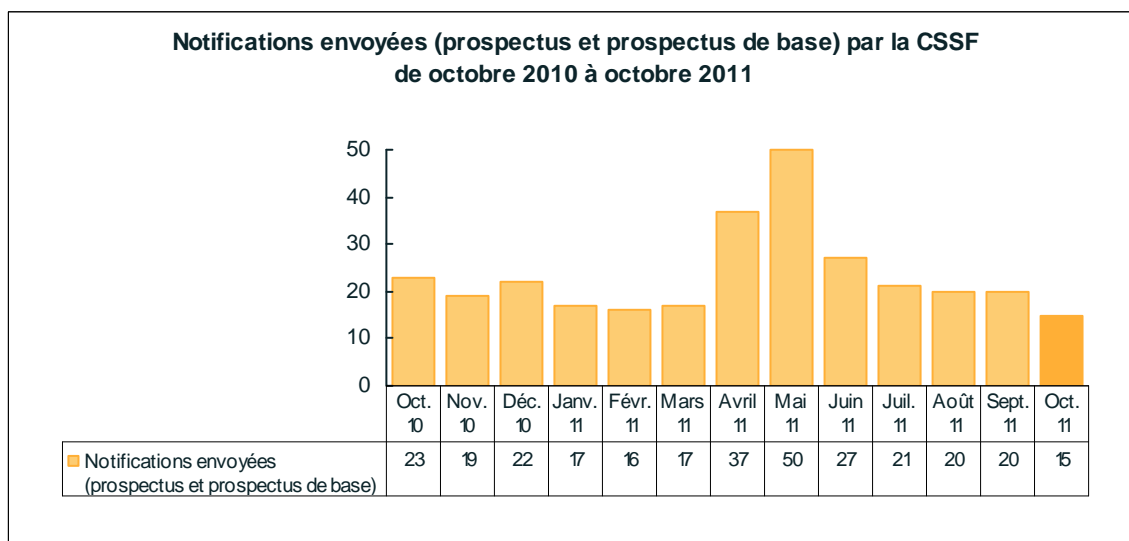
2.1. Notifications reçues par la CSSF

Pour le mois d'octobre 2011, la CSSF a reçu 28 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base et 167 par rapport à des suppléments en provenance des autorités compétentes de plusieurs Etats membres de l'Union européenne.



2.2. Notifications envoyées par la CSSF

Pour le mois d'octobre 2011, la CSSF a envoyé des notifications pour 15 prospectus et prospectus de base et pour 36 suppléments² approuvés par ses soins vers les autorités compétentes des Etats membres de l'Union européenne.



² Ce chiffre correspond au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

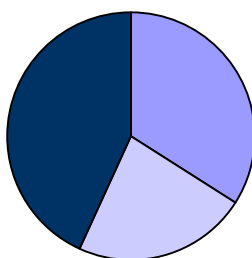
■ EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI DU 11 JANVIER 2008 RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE SUR LES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES (LA « LOI TRANSPARENCE »)

Depuis le 12 octobre 2011, 3 émetteurs ont désigné le Luxembourg comme Etat membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, 6 émetteurs ont été retirés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 10 novembre 2011, 693 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.

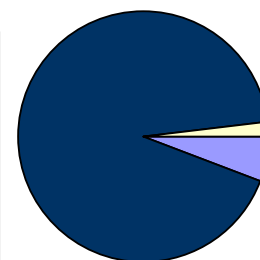
Répartition des émetteurs par pays

■ Luxembourg : 36,51 %
□ Espace Economique Européen : 25,11 %
■ Pays Tiers : 38,38 %



Répartition des émetteurs par type de valeur mobilière admise à la négociation

■ Actions : 7,94 %
■ Titres de créance : 90,76 %
□ Certificats représentatifs : 1,30 %



LISTES OFFICIELLES

■ LISTE DES BANQUES

Changement d'adresse :

JOH. BERENBERG, GOSSLER & CO – BERENBERG BANK -, HAMBURG (ALLEMAGNE), SUCCURSALE DE LUXEMBOURG

46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg

Industrial and Commercial Bank of China Ltd., Luxembourg Branch

32, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A., en abrégé ICBC (Europe) S.A.

32, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Changements de dénomination :

DnB NOR Luxembourg S.A. a changé sa dénomination en
DNB LUXEMBOURG S.A.

UFG-LFP PRIVATE BANK a changé sa dénomination en
LA FRANÇAISE AM PRIVATE BANK

■ LISTE DES ETABLISSEMENTS DE PAIEMENT

Inscription :

DINERS CLUB BENEFLEX S.A.

33, avenue Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg

Autorisation ministérielle du 11 octobre 2011

■ LISTE DES PSF

Nouvelles autorisations :

COMARCH LUXEMOURG S.A R.L.

23, route d'Arlon, L-8008 Strasses

Statuts : opérateur de systèmes informatiques primaires du secteur financier, opérateur de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communication du secteur financier

Autorisation ministérielle du 5 octobre 2011

EF TRUST S.A.

6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

Statuts : domiciliataire de sociétés et professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés

Autorisation ministérielle du 5 octobre 2011

LEHNER INVESTMENTS ADVICE S.A.

2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg

Statut : conseiller en investissement

Autorisation ministérielle du 11 octobre 2011

LUXEMBOURG FUND SERVICES S.A.

72, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg

Statuts : agent teneur de registre, agent administratif du secteur financier, agent de communication à la clientèle, domiciliataire de sociétés et professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés

Autorisation ministérielle du 5 octobre 2011

REGIS-TR S.A.

42, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Statuts : dispositions générales (article 13)

Autorisation ministérielle du 27 septembre 2011

Changement de dénomination :

NEXTIRAONE LUXEMBOURG S.A. a changé sa dénomination en

NEXTIRAONE LUXEMBOURG PSF S.A.

Changements de statut :

CARL KLIEM S.A.

251, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

Statuts : conseiller en investissement, courtier en instruments financier, commissionnaire, gérant de fortunes

MARGUERITE ADVISER S.A.

41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

Statuts : conseiller en investissement, courtier en instruments financiers, professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés, distributeur de parts d'OPC sans paiements

Changements d'adresse :

ANOVA CAPITAL S.A.

5, rue Goethe, L-1637 Luxembourg

IBM SERVICES FINANCIAL SECTOR LUXEMBOURG S.A R.L.

89C, rue Pafebruch, L-8308 Capellen

MAPLESFS (LUXEMBOURG) S.A.

6D, route de Trèves, L-2633 Luxembourg

■ LISTE DES SOCIETES DE GESTION AGREEES SUIVANT LE CHAPITRE 15 DE LA LOI DU 17 DECEMBRE 2010

Retrait :

EFG ASSET MANAGEMENT S.A.

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

Changements de dénomination :

UFG-LFP INTERNATIONAL a changé sa dénomination en

LA FRANÇAISE AM INTERNATIONAL

SMART ASSET MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A. a changé sa dénomination en

NOVACAP ASSET MANAGEMENT S.A.

■ LISTE DES SOCIETES DE GESTION AGREEES SUIVANT LE CHAPITRE 16 DE LA LOI DU 17 DECEMBRE 2010

Inscription :

GGP INVESTMENT PARTNERS S.A.

8A, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

Changement de dénomination :

MFS INVESTMENT MANAGEMENT COMPANY (LUX) S.A. a changé sa dénomination en

NOVACAP ASSET MANAGEMENT S.A.

Changements d'adresse :

AXA ALTERNATIVE FINANCING MANAGEMENT S.A R.L.

24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg

CAPMAN MEZZANINE V MANAGER S.A.

7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg

■ LISTE DES ORGANISMES DE TITRISATION

Changement d'adresse :

TAURUS CAPITAL S.A.

33A, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

■ LISTE DES SICAR

Nouvelle inscription :

FIVE ARROWS SECONDARY OPPORTUNITIES III FEEDER S.C.A. SICAR

3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg

Retraits :

PANGEA I, SCA SICAR

44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg

TINTORETTO SICAR S.A.

19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg

■ LISTE DES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI TRANSPARENCE

Nouveaux émetteurs :

NOM

BES Finance Ltd
FMC Finance VIII S.A.
Fresenius Medical Care US Finance II, Inc.

PAYS DU SIEGE

Îles Caïmans
Luxembourg
États-Unis

Retraits :

NOM

ArcelorMittal Rodange et Schifflange S.A.
Corporación Interamericana de Entretenimiento
S.A.B. de C.V.
Economy Luxembourg S.A.
Elcoteq S.E.
High Grade Asset Backed S.A.
P.A.R.A.D.I.S.O. TRUST II S.A.

PAYS DU SIEGE

Luxembourg
Mexique
Luxembourg
Luxembourg
Luxembourg
Luxembourg

■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et retraits volontaires de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois pendant le mois de septembre 2011

Durant le mois de référence, les quarante-et-un organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

1) OPC partie I Loi 2010 :

- HUDSON RIVER RUSSIA FUNDS, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg
- SELECTUM STOCK PICKING FUND, 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- STRATEJI SICAV, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- UNIGARANT: DEUTSCHLAND (2016) III, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANTPLUS: ERNEUERBARE ENERGIEN (2018), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIINSTITUTIONAL FLEXIBLE COMMODITIES, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- YCAP CREDIT FUNDAMENTAL, 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg

2) FIS :

- 1798 FUNDS II, 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg
- A4INVESTMENTS SICAV-SIF, 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- ALTERCAP II, 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- ASSALOCA SICAV-SIF, S.C.A., 11, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg
- CENTRAL AMERICAN TIMBER FUND FCP-SIF, 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- CONSTELLATION III GERMAN ASSET LIGHT S.C.A., SICAV-FIS, 124, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg
- CRM LARGE CAP SIF, 22-24, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- CROWN PREMIUM PRIVATE EQUITY V EUROPE PLUS NORTH AMERICA S.A., SICAV-FIS, 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg
- CROWN PREMIUM PRIVATE EQUITY V MASTER EUROPE S.C.S., SICAF-FIS, 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg
- CROWN PREMIUM PRIVATE EQUITY V MASTER NORTH AMERICA S.C.S., SICAF-FIS, 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg
- CROWN PREMIUM PRIVATE EQUITY V S.A., SICAV-FIS, 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg
- DIAPASON FUNDS, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- EHOFF SCA SICAV SIF, 12, rue Léandre Lacroix, L-1913 Luxembourg
- ERGO GLOBAL, 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- EXOCET FUND S.C.A., 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- GGP FINANCIAL OPPORTUNITIES, FCP-FIS, 8A, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg
- GREEN TREE FUND SICAV SIF S.A., 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- INOVALIS REAL ESTATE S.C.A., SICAV-SIF, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- KOBALT MUSIC ROYALTIES SCA SICAV-SIF, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- LOMBARD ODIER GATEWAY, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- LUX J1 FUND, 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- MAINORIA SICAV-SIF, 1A, rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg
- MANTRA ALTERNATIVE PRIVATE EQUITY, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- METHESIS FINANCE OPPORTUNITIES, 23, rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg
- NAMIRA CAPITAL FUND, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- NEUBERGER BERMAN US CORE EQUITY FUND, 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- PATRIZIA WOHNMODUL I SICAV-FIS, 4, Grand-rue, L-1660 Luxembourg
- SARASIN SPECIAL INVESTMENTS FCP, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- SOLAR INVESTMENT GROUP SIF S.C.A., 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- SOMERSET CAPITAL PARTNERS UMBRELLA FUND FCP-SIF, 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg
- SPECTRUM COMMODITY, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg
- TELLIS FIS 1, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
- UBS (LUX) SIF FCP GLOBAL, 33A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- XEON FUND SICAV SIF S.A., 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

Les vingt-quatre organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été retirés de la liste officielle au cours du mois de septembre 2011 :

1) OPC partie I Loi 2010 :

- ALPHA TOP SELECT VORSORGE, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg
- BANNIER & CIE. INVESTMENT FUND, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- COMINVEST EUROPA INVEST 9/2011, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- COMINVEST EUROPA PROTECT 9/2011, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- DEKA-WORLDGARANT 3/2011, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- UBS (LUX) STRUCTURED SICAV 2, 33A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- UNIGARANTPLUS: EUROPA (2011) II, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- WESTOPTIZINS, 30, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg
- WESTRENDIT, 1, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg

2) OPC partie II Loi 2010 :

- 1A AGGRESSIVE RETURN, 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- CLARIDEN LEU (LUX) SICAV II, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- DEKA PRIVATE BANKING PORTFOLIO IMMOBILIEN, 3, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEXIA FUND II, 283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- ING (L) PORTFOLIO, 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg
- SAINT-HONORÉ MICROFINANCE, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- SGAM VENTURE FUND, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- SUPERFUND OF HEDGE FUNDS SICAV, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- THALIA (LUX), 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg

3) FIS :

- 1798 HEALTHCARE LONG/SHORT FUND, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- AVANA I FCP-FIS, 44, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- AVANA II FCP-FIS, 44, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- NEWEUROPE PROPERTY SICAV-FIS, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg
- SAMARA, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- TMA ASIA AND OCEANIA EQUITY FUND A, 1B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach

Retrait de la liste officielle décidé par la CSSF

CPS INVEST SCA, SICAV-FIS

Une décision portant retrait de la société d'investissement à capital variable CPS INVEST SCA, SICAV-FIS de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été prise par la CSSF le 7 novembre 2011 en vertu des articles 43(2) et 46 de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés.

PLACE FINANCIERE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **142** (9 novembre 2011) (↘ de 6 entités sur un an)
Somme des bilans : **EUR 803,323 milliards** (30 septembre 2011) (↗ de 26,105 milliards sur un an)
Résultat avant provisions : **EUR 4,26 milliards** (30 septembre 2011) (↗ de 0,34 milliard sur un an)

Nombre d'OPC :
- Partie I de la loi 2010 : **1 858** (10 novembre 2011)
- Partie II de la loi 2010 : **611** (10 novembre 2011)
- Fonds d'investissement spécialisés (FIS) : **1 353** (10 novembre 2011)
TOTAL : **3 822** (↗ de 182 entités sur un an)

Patrimoine global net : **EUR 2 032,077 milliards** (30 septembre 2011) (↘ de 51,663 milliards sur un an)

Nombre de sociétés de gestion : chapitre 15 (loi du 17 décembre 2010) : **184** (31 octobre 2011)
Nombre de sociétés de gestion : chapitre 16 (loi du 17 décembre 2010) : **213** (31 octobre 2011)

Nombre d'entreprises d'investissement : **115** dont **11** succursales (9 novembre 2011)
(↗ de 4 entités sur un an)
Somme des bilans : **EUR 3,549 milliards** (30 septembre 2011) (↗ de 2,084 milliards sur un an)
Résultat net provisoire : **EUR 372,780 millions** (30 septembre 2011) (↗ de 115,66 millions sur un an)

Nombre de PSF spécialisés : **119** (9 novembre 2011) (↗ de 9 entités sur un an)
Somme des bilans : **EUR 8,953 milliards** (30 septembre 2011) (↘ de 12,707 milliards sur un an)
Résultat net provisoire : **EUR 329,763 millions** (30 septembre 2011) (↘ de 501,495 millions sur un an)

Nombre de PSF de support : **87** (9 novembre 2011) (↗ de 10 entités sur un an)
Somme des bilans : **EUR 875,016 millions** (30 septembre 2011) (↘ de 142,214 millions sur un an)
Résultat net provisoire : **EUR 40,84 millions** (30 septembre 2011) (↗ de 5,47 millions sur un an)

Nombre de fonds de pension : **15** (9 novembre 2011) (aucune variation sur un an)

Nombre de SICAR : **270** (9 novembre 2011) (↗ de 31 entités sur un an)

Nombre d'organismes de titrisation agréés : **27** (9 novembre 2011) (↗ de 2 entités sur un an)

Nombre d'émetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence : **693** (10 novembre 2011) (↘ de 34 entités sur un an)

Emploi total dans les établissements surveillés : **43 318 personnes** (30 septembre 2011)
(↗ de 789 personnes sur un an), dont :

- banques **26 804 personnes** (30 septembre 2011)
- sociétés de gestion (chapitre 15) **2 496 personnes** (30 septembre 2011)
- entreprises d'investissement **2 627 personnes** (30 septembre 2011)
- PSF spécialisés **3 112 personnes** (30 septembre 2011)
- PSF de support **8 279 personnes** (30 septembre 2011)

Cette augmentation ne correspond pas à une création nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier.